

# BREST

## ÉCOLOGIE

## SOLIDARITÉS

### **Communiqué de presse**

20/04/2020

Le Président de la République a annoncé la réouverture progressive, à partir du 11 mai, des crèches et des établissements scolaires. A trois semaines de cette date, un flou inquiétant persiste sur les conditions de cette reprise annoncée, l'intervention du premier ministre le dimanche 19 avril n'a contribué à le lever.

Les temps de crises peuvent être vus comme des moments où le débat démocratique doit s'effacer parce qu'il nuirait à l'efficacité de l'action et serait source de confusion. C'est une erreur, que ce soit au niveau local ou national, le débat doit se poursuivre pour que les décisions prises profitent de l'intelligence collective et soient également mieux expliquées.

A Rennes, un conseil municipal a eu lieu le 10 avril, à Grenoble le 20 avril, à Brest un conseil municipal est prévu le 7 mai prochain, dans les trois cas, par visio conférence, bien sur, c'est bien tard pour engager un débat sur les conditions de réouvertures des écoles et des crèches prévues immédiatement après. Nous avons demandé le 10 avril la tenue d'un conseil, si nous avons été entendus à ce moment là, il aurait été possible d'organiser un conseil beaucoup plus tôt que le 7 mai.

A l'heure actuelle, les familles et les professionnels du milieu scolaire ne savent toujours pas comment seront garanties concrètement les règles sanitaires à partir du 11 mai prochain, faute d'informations.

Nous demandons la tenue rapide d'un Conseil municipal pour que soient présentés et débattus publiquement :

- Les modalités pratiques et sanitaires de cette reprise scolaire.
- Notre proposition d'ouvrir, dès à présent, les modes de garde disponibles pour les enfants de familles concernées par les métiers indispensables, professionnels des commerces alimentaires par exemple. Certains parents concernés sont actuellement acculés par les frais et contraintes de garde.
- L'impact des cinq fermetures de classes annoncées le 15 avril dernier : Sanquer, Jacquard, Jean Macé, Kerichen ainsi que Quéliverzan, à l'issue de la CTSD (Comité Technique Spécial Départemental avec la Direction d'accadémie).

La crise du covid-19 renforce les inégalités scolaires. Les enseignants constatent actuellement une rupture du droit à l'éducation de certains élèves. Dans ce contexte, l'Etat doit mettre davantage de moyens et de postes dans l'éducation des enfants brestois. Brest est une ville où un enfant sur cinq vit dans une famille pauvre, certains dans des familles allophones et quatre cent enfants des écoles primaires et maternelles sont en réseau d'éducation prioritaire.

Le soutien aux élèves décrocheurs et aux familles en difficulté est une priorité, notamment par une politique de maintien de petits effectifs par classe.

L'état doit donc à la rentrée de septembre se donner les moyens de ne pas fermer de classes à Brest, sans revenir sur les 5 ouvertures annoncées, dont deux nouvelles classes bilingues à l'école Simone Veil et à l'école de Quéliverzan

**Brest Écologie Solidarités, liste menée par Ronan Pichon**